



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

ISSN 0026-9433

2€

«La baisse tendancielle du taux de profit augmente.»

Anonyme



## ALLOCATIONS CHÔMAGES :

Pour la bourgeoisie,

un **ACQUIS SOCIAL** est une fraude



# Editorial



Après l'UMP et le FN, voilà que le PS engage aussi en son sein un débat d'importance: si on changeait de nom? Ainsi, «Parti socialiste» sonnerait un peu ringard... Supprimer la référence au socialisme serait faire preuve de cohérence, tant le PS n'a plus rien à voir avec le projet de société défendu jadis par les socialistes. Désormais rangé du côté du libéralisme, il ne se différencie plus de la droite que par un certain progressisme quant à certaines questions sociétales. Pas sûr, toutefois, que ce souci de cohérence idéologique soit le moteur des scènes de ménage suscitées au sein du PS par cette question. Il faudrait davantage y voir de l'opportunisme politique, une façon de faire face dans la tempête d'une opinion dégoûtée du vieux parti. Changer de nom pour nous faire croire que, désormais, les positions ont changé et que l'avenir n'en sera que plus radieux. Une stratégie assez pathétique pour regagner un électorat qui ne se fait plus beaucoup d'illusions sur les capacités du PS à résoudre le problème social. Sur ce fond de crise d'identité, la famille socialiste se déchire. Aubry se réveille un beau matin en se découvrant frondeuse, exigeant du gouvernement qu'il change de cap en matière de politique économique. Filippetti et Hamon, qui ne digèrent toujours pas d'avoir été mis à la porte de leur ministère, font preuve d'un courage digne d'un résistant en 1940 en s'abstenant de voter le budget. La vieille garde au pouvoir s'indigne, demande les exclusions, condamne ces attitudes jugées scandaleuses et trahissant un profond manquement au devoir politique (lol). Dans tout ce fourbi, une chose reste pour nous néanmoins sûre: les partis auront beau changer de nom et d'éléphants, ils resteront les mêmes, à l'antipode de nos intérêts, ceux des travailleurs.

# Sommaire

## Actualité

**Sans tabou, mais avec des piques**, par Justhom, page 3

**Bon Dieu, foutez-leur la paix**, par J.-D. Gautel, page 4

**Ralfles géantes en Europe**, par Sans patrie, page 5

**Météo syndicale**, par J.-P. Germain, page 7

**Les pièges antisémites : mise au point**, par Bali, page 8

## International

**La révolution l'empotera à Kobanê**, par la DAF, page 8

**Rojava : le consensus est la clé de la justice**, par E. Ayboga, page 10

## Arguments

**Des luttes essentielles**, par A. Bernard et P. Sommermeyer, page 14

**Le Père Noël et le Bon Dieu**, par E. Vilain, page 17

## Histoire

**Málaga : interdit de marcher à gauche**, par A. Escalera, page 18

## À lire

**Émanciper le travail**, par M.-C. Calmus, page 19

## Le mouvement

**Une webtélé libertaire**, par Daniel, page 21

## Illustrations

**Kalem, Krokaga, Tardi, Yann**

### Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 1 n<sup>o</sup> hors série

6 mois, 18 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 2/3 n<sup>os</sup> hors série

1 an, 35 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 5/6 n<sup>os</sup> hors série

### France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissent une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# Sans tabou, mais avec des piques !

**L'ATTAQUE** sur la remise en cause du montant et de la durée des allocations chômage n'est pas nouvelle, elle vient de loin, mais les choses se précisent et je dirai même qu'elles s'accélèrent. C'est le Premier ministre, Manuel Valls, qui, le 6 octobre dernier, à Londres devant les représentants du «milieu» des affaires de la City, a déclaré que la question de l'assurance chômage devait être posée à nouveau.

Alors, messieurs Cambadélis, premier secrétaire du Parti socialiste, et vous autres les représentants des partis dits de gauche, ne poussez pas des cris d'orfraie. Ne prenez pas des airs scandalisés ou offusqués, l'attaque est programmée. La preuve, c'est le ministre de l'Économique, Macron, qui emboîte le pas du Premier ministre et déclare, le dimanche 12 octobre 2014, dans un entretien au *Journal du dimanche*, «qu'il n'a pas de tabou ni de posture quant à la question de la durée et du montant de l'assurance chômage». Autrement dit, il se situe dans le même camp que le patronat, qui se félicite de cette déclaration.

Et pour justifier la casse du système, les deux bêtises invoquent de faux arguments, leurs mensonges sont éculés. Ce n'est pas vrai que les allocations chômage sont constantes pendant toute la période d'indemnisation et qu'elle est calculée selon le principe de «un jour travaillé, un jour indemnisé, dans la limite de deux ans pour les chômeurs de moins de 50 ans et de trois ans pour ceux de 50 ans et plus». Faux ! Et, pourtant, les partenaires sociaux se taisent, on entend à peine quelques murmures de protestation, mais sans plus. Ils sont complices. Leurs représentants siègent aux côtés du patronat dans les conseils d'administration des Assedic (Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) et à l'Unedic (Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), cela crée des liens ! Actuellement, la présidente de l'Unedic est la représentante du syndicat CFDT. C'est une présidence tournante, et ce sont les chômeurs qui trinquent.

## La réalité est tout autre

Pour bénéficier de l'allocation journalière ou de l'ARE (allocation d'aide au retour à l'emploi), il faut, depuis la convention signée entre les partenaires dits sociaux le 24 mai 2014 et entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014, justifier :

- de 122 jours de travail ou de 610 heures, au cours des 28 mois qui précèdent la fin du contrat de travail pour les moins de 50 ans et de 36 mois pour les 50 ans et plus ;
- être inscrit comme demandeur d'emploi, (c'est tellement évident).



– être en situation de chômeur involontaire (comme si les travailleurs se licenciaient eux-mêmes).

– être à la recherche effective et permanente d'un emploi (pour ces grands travailleurs du bulbe les chômeurs sont de fieffés fainéants), la dispense de recherche d'emploi a été supprimée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

À travers ces mesures, on sent très bien la volonté du pouvoir de faire pression sur tous ces profiteurs des bienfaits de l'État providence !

Le calcul de l'indemnité est fait à partir des 12 mois civils précédents le dernier jour de travail payé. Le montant brut de l'AJ (allocation journalière) ne peut être inférieur à 28,38 % ni dépasser 75 %. Comme le montant de l'indemnité chômage est dégressif en fonction des mois de cotisation, elle fond comme neige au soleil, ce qui fait que, très rapidement, le demandeur d'emploi se retrouve en fin de droit, donc sans ressource. S'offrent alors à lui deux solutions : l'ASS (allocation de solidarité spécifique) ou le RSA (revenu de solidarité active). C'est ainsi que plus de 500 000 demandeurs d'emploi, comme disent ces grands commis du patronat, «bénéficient» de 488,30 euros par mois. Et les 2,5 millions de personnes qui ne sont pas éligibles à

l'ASS, eh bien ils auront droit au RSA et devront se contenter de la «générosité» de l'État, soit 509,30 euros par mois pour une personne. En ce qui concerne les 1 200 000 chômeurs en fin de droit, ils n'auront pour seules ressources que les Resto du cœur et les associations caritatives. Voilà, mesdames et messieurs les affameurs, le résultat des politiques antisociales et de classe que vous menez, la droite comme la gauche, depuis près de cinquante ans. J'invite donc les travailleurs, les retraités, les jeunes, les chômeurs à s'approprier les mots du Premier ministre et de son second couteau le ministre de l'Économie, car ce qui vaut pour les tortionnaires du peuple vaut pour le peuple. C'est donc sans tabou ni sans aucune posture que le peuple doit s'émanciper de la tutelle des politicards et s'approprier la gestion de sa propre destinée. Ainsi, uni, il créera le rapport de force nécessaire et sera en mesure de rendre la monnaie de leur pièce à tous ces bêtises, en leur faisant payer les infamies qu'ils lui ont fait subir. Là, mesdames, messieurs, vous perdrez de votre superbe, car des piques, ils les fabriqueront et j'imagine très bien vos têtes grimaçantes au bout.

Justhom

# Bon Dieu, foutez-leur la paix

**VOILÀ ENFIN** un peu de fraîcheur, et jamais ce bon vieux Prévert n'aura été autant d'actualité. Car c'est une déferlante, un tsunami, une houle qui menace de tout dévaster. L'offensive, ces derniers mois, de ces bons vieux catholiques réactionnaires est en train de prendre une dimension inégalée.

Comme on le sait, les mêmes causes produisant nécessairement les mêmes effets, c'est à travers cette idée pas si farfelue et voire plutôt sympathique du mariage pour tous que toute une bordée de racaille cléricale va trouver son miel et, partant, montrer une capacité de nuisance absolument intacte.

Indépendamment de ce que l'on pense du mariage, cette pratique reste encore très vivace. Et s'il est vrai que si nul n'a besoin de la République pour consommer des ébats nuptiaux, cela peut, dans certains cas, faciliter les choses. Point de vue que ne partagent sans doute pas, et à raison, les libertaires, mais le combat contre le mariage n'a jamais, que je sache, été une de leur priorité. Et puis, après tout, ce choix ne retire absolument aucun droit à ceux qui ne veulent pas l'exercer. Oui, mais voilà, il ne fallait guère plus que l'extension de ce droit aux homosexuels pour que, immédiatement, les catholiques, les clercs comme les pratiquants, recommencent à vouloir s'intéresser à ce qui se passe dans nos slips, caleçons, culottes et autres lingerie fines.

Quand j'étais petit garçon, il y avait des cours de morale à l'école. Ça s'appelait comme ça dans mon école communale, obligatoire, laïque et républicaine. Maintenant, c'est plus ça, mais les mœurs, les habitudes et les attitudes se sont décidément bien incrustées dans les cerveaux reptiliens. Les catholiques sont désormais les seuls à croire, c'est d'ailleurs une vocation pour eux, les seuls à croire donc que la famille en tant que socle de vie est attaquée.

Inacceptable sans doute, mais, rien que pour eux. Et leurs démonstrations de «force» de ces derniers mois sont bien là pour démontrer qu'il y a désormais pour les libres athées que nous sommes un nouvel adversaire que toute une frange d'extrême droite est prête à soutenir.

Désormais, le pape des pauvres et toute sa sinistre cohorte en soutane nous invitent à choisir entre obscurantisme et progressisme et de nombreux articles de presse sont tout prêts à nous faire avaler que l'Église est en train de changer, de se gauchir, de prendre un nouveau virage. Mais ce pauvre François est bien loin d'être un gauchiste. Point trop n'en faut. Certaines déclarations sont à se tordre. Je ne résiste pas : «*Les communistes nous ont volé notre drapeau. Le drapeau des pauvres est chrétien... Heureux les affamés et assoiffés de justice. Les communistes disent tout*



*cela... On pourrait leur dire, mais vous êtes chrétiens.»* Cette bouillie pour les chats, publiée en juillet dernier dans *Il Messaggero* et rapporté par *L'Humanité*, illustre, s'il en était besoin, qu'il leur reste, et c'est malheureux, encore beaucoup de chemins de croix à parcourir. Malheureux parce que la pesanteur morale dont ils font preuve exerce malgré tout une pernicieuse et néfaste influence depuis plus de deux millénaires et qu'il serait grand temps de s'en débarrasser. Sous des aspects populaires et sautillants, ce chef de communauté n'en exerce pas moins une autorité morale toujours vigoureuse et contre laquelle nous avons encore bien des lances à rompre.

De préjugés en intolérance, de dégoût en aversion, ce sont aujourd'hui les homosexuels, les divorcés remariés qui sont leur cible. Pour ces cléricaux qui ont fait vœu de chasteté, c'est plutôt une farce. Eh bien, non les raticrons ! Les homosexuels ne se reproduisent pas entre eux et la science est toujours en panne et le restera sans doute un bon moment, pas de berceau, donc pas de sourire de Dieu, nom de Dieu ! Que les ouailles se raréfient, ils ne peuvent l'admettre ni le supporter. Qu'ils se démerdent et mettent les hosties dans la tirelire. Ils auront beau s'épuiser

dans leurs synodes, leurs congrégations, leurs bulles, leurs encycliques, leurs conciles, leur banque qui déborde de pognon à s'occuper de ce qui ne les regarde en rien, peur sans doute confuse, inavouée ou inconsciente, ils n'auront jamais raison contre la liberté de ceux et de celles qui ont fait le choix de vivre librement leur sexualité libre. Jamais.

La solution idéale serait-elle un bon vieux solide et vigoureux bras d'honneur ? Serait-elle que tous et toutes les pacés, les divorcés, les mariés civilement se moquent royalement des criaileries vaticanesques ? Pas si sûr, la bête, comme on le voit, a de la ressource.

Et comme si cela ne leur suffisait pas, ils nous affligent de cette grotesque affaire du sapin de la place Vendôme. Le Printemps français, infesté comme il se doit d'identitaires et composé de catholiques traditionalistes, s'est réjoui de la destruction d'une œuvre d'art évoquant à la fois un arbre de Noël et un sextoy. On peut se demander comment ces petits anges ont appris à quoi pourrait servir ce genre d'objet. Cela en dit long sur leurs fantasmes et peut-être aussi sur leurs profondes connaissances en la matière.

Jean-Dominique Gautel

# Rafles géantes en Europe contre les sans-papiers



## Sans papiers ni frontières

et complété par diverses contributions

**Du LUNDI 13 AU DIMANCHE 26** octobre 2014, une grande opération policière à l'échelle européenne a eu lieu contre les migrants. Sous le nom d'«opération Mos Majorum», son objectif est d'arrêter et de contrôler des centaines de personnes afin de collecter diverses informations en vue de renforcer les politiques contre l'immigration.

### « Mos Majorum »

Le nom *Mos Majorum* en dit long sur la philosophie qui sous-tend cette opération: du latin «mœurs des anciens» ou «coutumes des ancêtres». *Mos Majorum* désigne dans la Rome antique le mode de vie et le système des valeurs ancestrales. Ses cinq fondements sont: – *fides*: fidélité, respect de la parole donnée, loyauté, foi; – *pietas*: piété, dévotion, patriotisme, devoir; – *majestas*: sentiment de supériorité naturelle d'appartenance à un peuple élu; – *virtus*: qualité propre au citoyen romain, courage, activité politique; – *gravitas*: ensemble des règles de conduite du Romain traditionnel, respect de la tradition, sérieux, dignité, autorité. De quoi plaire aux fachos et adeptes de théories sur l'invasion. L'opération *Mos Majorum* (ou *Mos Maiorum*) est conjointement menée par l'Union européenne (UE), les États membres de l'espace Schengen et les agences européennes Frontex et Europol.

### Frontex

Frontex (Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures) est une agence qui, depuis octobre 2005 (date de sa première opération), se charge de mener diverses opérations de surveillance et de contrôle aux frontières extérieures de l'Europe (principalement au sud et à l'est).

Des moyens militaires, technologiques et policiers sont mis à sa disposition (navires, hélicoptères, radars, détecteurs, etc.) par les États membres de l'UE et un budget de plusieurs dizaines de millions d'euros chaque année lui est alloué. C'est le bras armé de la politique migratoire européenne: Frontex organise le blindage militaire et technologique des frontières.

L'agence intervient aussi en dehors de l'UE, principalement dans les pays frontaliers, pour externaliser les politiques migratoires européennes. Elle organise également des vols charters pour les expulsions conjointes entre plusieurs pays. Des dizaines d'organismes européens et internationaux travaillent avec Frontex: agences internationales de police et de justice, organismes de gestion des migrations et des réfugiés, centres de recherche et de développement en matière de sécurité, etc.

### Europol

Europol est l'office de police criminelle intergouvernemental de l'UE qui coordonne le travail des polices nationales en matière de terrorisme, de trafic de stupéfiants et de criminalité organisée. De plus en plus Europol participe aux opérations européennes menées contre les migrants avec pour objectif affiché de «démanteler les réseaux de passeurs, de trafiquants et les groupes terroristes», fameux triptyque «immigrés, trafiquants, terroristes» qui sous-tend toute la politique européenne dans sa lutte contre l'immigration et qui sert d'épouvantail pour légitimer ses actions. La situation politique actuelle en Irak et en Syrie n'en est que plus profitable pour eux. Une autre opération menée par Europol du 15 au 23 septembre 2014 sous le nom de «Archimède» (à laquelle Frontex participait) et qui visait les groupes criminels internationaux a également mené au contrôle de plus de 10 000 migrants et aux arrestations de 170 passeurs.

La zone de contrôle s'étendait sur les territoires de 32 pays (les 28 de l'UE plus 4 non membres de l'UE mais de l'espace Schengen) ainsi qu'en mer: de la Norvège à l'Espagne, de l'Islande à Chypre, du Portugal à l'Estonie en passant par la Roumanie. Pour ça pas moins de 18 000 flics et gardes-côtes ont été mobilisés et les coûts de l'opération seront couverts a posteriori par les États et Frontex.

## Chroniques de la guerre sociale

### Balkany-Justice : histoire sans fin

Une fois de plus, Patrick Balkany est confronté à la justice; mis en examen pour blanchiment de fraude fiscale, corruption... Rien que ça! Le train de vie «faramineux» du couple Balkany a depuis longtemps attiré l'attention des juges qui, calculée en main, n'arrivent pas aux mêmes totaux que la déclaration fiscale de notre Patrick de choc: 87 175 euros de revenus déclarés pour l'année 2012 tout en rémunérant ses employés à domicile à hauteur de 127 000 euros; cherchez l'erreur. On vous épargnera les villas à Saint-Martin aux Antilles et à Marrakech, les comptes bancaires à Singapour (manquerait-on de banques à Levallois?), les commissions occultes pour services rendus en Afrique et ailleurs... Comme on dit, la justice suit son cours, tandis que, comme d'habitude, Patrick Balkany, citoyen au-dessus de tout soupçon, qualifie toutes ses affirmations de «fariboles». Attendons voir si, une fois de plus, il passe entre les gouttes, ce qui lui permettra de se représenter pour un sixième mandat aux prochaines municipales devant ses électeurs vraiment pas rancuniers.

### Total en deuil; nous, ça va

«Grand patron visionnaire», «grand capitaine d'industrie»... À gauche comme à droite, toute la classe politique n'en finit pas de saluer Christophe de Margerie, mort dans un accident d'avion la semaine dernière. Héritier du champagne Taittinger et de la cristallerie Baccarat (ça aide un peu pour démarrer dans la vie), le dirigeant de Total, présenté comme «franc, direct et jovial», côtoyait les «grands» de ce monde, comme on dit. Le dernier en date, Poutine, a ainsi pu déclarer qu'il s'agissait «pour la Russie de la perte d'un vrai ami». Chez nous, notre Valls adoré a souligné, entre autres qualités, «l'humour si français» de Christophe de Margerie. Humour? Ça n'a pas déridé la justice, qui s'était penchée sur les versements de commissions occultes dans le cadre du programme Pétrole contre nourriture mis en place par l'ONU lors de la guerre du Golfe. Pas

Les zones de contrôle sont laissées à l'appréciation des participants et peuvent donc être très larges: les eaux territoriales, les ports et aéroports, les frontières extérieures et intérieures de l'UE et de Schengen, les gares et les trains, les autoroutes, les transports en commun et la rue, les lieux de travail et les administrations, etc.

### Contrôler pour mieux fichier

Chaque contrôle donnera lieu à une procédure recensant: des informations sur le contrôle (lieu, date, heure, moyen de transport), sur les personnes arrêtées (nationalité, sexe, âge, lieu et date d'entrée en Europe), sur les routes empruntées, les moyens de transports et la destination finale, sur les documents en possession, les démarches administratives entreprises et les paiements de passeurs. Un bureau de coordination de l'opération va être mis en place en Italie et chaque procédure lui sera transmise via une adresse mail ([gruppo.frontiere@interno.it](mailto:gruppo.frontiere@interno.it)). Il semblerait que ce genre d'opération devrait avoir lieu tous les six mois, sous la coordination du pays qui assure la présidence de l'UE.

En octobre et novembre 2012, une opération similaire avait eu lieu, «l'opération Aphrodite», au terme de laquelle 5 298 personnes avaient été arrêtées à travers l'Europe.

C'est à la fois une opération de fichage/recensement, puisque des centaines de personnes vont être contrôlées (avec prise d'empreintes, inscription sur les fichiers européens, etc.), mais également une sorte d'enquête à l'échelle Afrique/Asie/Europe pour connaître les nouvelles routes empruntées par les migrants, les nouveaux pays de départ et de passage, ce qui va permettre aux pays européens, en collaboration avec les pays «voisins», de renforcer leur contrôle et d'installer de nouveaux dispositifs.

### Une union contre l'autre

Depuis des années, l'Union européenne, son agence Frontex et les États membre de l'espace Schengen mettent en œuvre des moyens colossaux pour rendre inaccessible l'Europe à celles et ceux qu'elle ne souhaite pas accueillir, avec la collaboration accrue des pays dits «de départ» ou «de transit», à l'est de l'Europe, au Maghreb et en Afrique. Du système de visa de moins en moins accessible aux plus pauvres, au blindage des frontières extérieures, la guerre aux migrants fait rage. En Atlantique et en Méditerranée, les murs de barbelés et de gadgets technologiques de Ceuta et Melilla et la présence militaire et policière en mer rendent les routes de plus en plus longues et dangereuses pour les harragas. Depuis vingt six ans, plus de 21 500 personnes sont mortes aux portes de l'Europe, et le chiffre ne cessera d'augmenter de jour en jour.

Début 2014 le projet Eurosur a été mis en place. Il permet de mutualiser les moyens de surveillance des frontières maritimes déjà existants et d'en mettre d'autres à disposition

(drones, radars, satellites,...). Les infos récoltées vingt-quatre heures sur vingt-quatre sont à la fois centralisées et diffusées de manière que chaque pays puisse suivre une situation en temps réel et prendre les mesures qui s'imposent, c'est-à-dire intervenir afin de «réduire le nombre d'immigrants illégaux qui rentrent dans l'Union européenne sans être découverts».

Une nouvelle mission appelée «Frontex Plus» va venir renforcer la surveillance au large des côtes italiennes et maltaises d'ici à quelques semaines. Demandée par l'Italie suite aux récentes arrivées de harragas sur ses côtes, elle doit remplacer Mare Nostrum, qui touche à sa fin.

### Lutter par la vigilance

Concrètement, avec cette opération *Mos Majorum*, on peut penser que le nombre de rafles va augmenter en région parisienne et dans les grandes villes, notamment dans les transports.

Chaque année, des milliers de personnes sont contrôlées, arrêtées, enfermées dans les centres de rétention et expulsées car elles n'ont pas de papiers (en 2012, 43 746 personnes ont été enfermées en centre de rétention et 36 822 personnes ont été expulsées de France, d'après les associations présentes dans les CRA).

Depuis 2005 et la mise en place d'objectifs chiffrés d'expulsion, le nombre de contrôles au faciès n'a cessé d'augmenter: dans les transports en commun, les rues, les gares et les trains, dans les aéroports, dans les administrations (CAF, préfecture), dans les banques, à la poste, sur les lieux de travail (restaurants, chantiers), dans les foyers, etc.

Régulièrement, de grosses opérations sont organisées par la préfecture et la police permettant d'arrêter des dizaines de personnes d'un seul coup.

En région parisienne seul les quartiers ciblés sont les quartiers populaires du Nord Est parisien et de banlieue. Les flics peuvent agir en civil ou en uniforme, par petits groupes ou en masse. La plupart du temps, des camionnettes permettant d'embarquer les personnes contrôlées sont garées à proximité.

Ces rafles passent souvent inaperçues tellement nous sommes habitués à l'occupation policière. Dans les transports, elles sont souvent conjointes avec les contrôleurs, RATP ou SNCF. Depuis plusieurs années des groupes de personnes tentent de s'organiser contre ces rafles dans certains quartiers: chaînes d'alerte sms, affichage et diffusion, rassemblements, assemblées de quartier, perturbations de contrôles, présence aux audiences au tribunal, etc. À plusieurs reprises la solidarité avec des personnes du quartier a contraint la police à cesser l'opération et à rebrousser chemin.

La chasse est ouverte? empêchons-la! Occupons la rue, informons, opposons-nous aux contrôles!

Pas de frontières, pas de nations, stop aux expulsions!

S. P. N. F

# Météo syndicale



sûr que ça ait fait beaucoup rigoler les salariés de Total sur les sites fermés de Dunkerque, Reichstett, Petroplus. Pas sûr non plus, d'après les accusations en 2013 de Earth Rights International, que les habitants réquisitionnés de force pour les travaux de forage en Birmanie se soient tordus de rire. Patrons et politiques attristés ? Nous, on a repris deux fois des moules.

## Pendant la fermeture, ça reste ouvert

Travail le dimanche et le soir dans les zones touristiques, le Medef et la droite en rêvait. Il suffisait d'être patient, la gauche va le faire. Sur la base du volontariat bien sûr. Et encore bien sûr, chacun sait que dans ce genre de proposition patronale les réponses des employés sont soigneusement notées par leurs chefs, histoire de savoir sur qui on peut compter, et comment on notera les autres pour «l'évolution» de leur carrière professionnelle. Et si pendant les heures tardives il y a manque de transports dans certaines zones, que les travailleurs se rassurent, Macron, notre ministre/patron de gauche, fournira les autocars.

## Dieu reconnaît les siens

Jean-Marie Le Pen sait distinguer les bons élèves. Il a été enchanté par le dernier livre d'Éric Zemmour, *Le Suicide français*, dans lequel ce dernier écrit que, pendant l'occupation allemande, le régime de Vichy «a fait ce qu'il pouvait pour essayer de défendre les Français». Pour J.M. Le Pen, «Éric Zemmour est un homme intelligent et courageux». Voici donc notre «journaliste/écrivain» adoubé par le maître. Pour ceux qui avaient encore des doutes sur la pensée réactionnaire de Zemmour, les choses ont désormais le mérite d'être claires.

## Chômage, une affaire qui grimpe

Hollande a beau dire, la courbe du chômage refuse de s'inverser. Jusqu'à quand ? Les têtes pensantes au pouvoir n'ont qu'une proposition : augmenter le contrôle des sans-emploi afin de vérifier leur «réelle volonté» de trouver un autre job. Si tel n'est pas le cas, ils seront rayés de la liste des demandeurs et les statistiques suivront. Question : le nombre des exclus de Pôle emploi sera-t-il supérieur à celui des nouveaux chômeurs ?

**QUAND ON NE** connaît pas bien les «beaux quartiers» parisiens, on s'y perd dans toutes ces avenues au nom de porteurs de sabre et de boucherie militaire<sup>1</sup> ! Pourtant, je l'admets, c'était facile de descendre à la station Kléber et rejoindre manifestantes et manifestants de la coordination syndicale CGT-SUD-CNT Solidarité ouvrière devant l'hôtel le Peninsula, un 5 étoiles appartenant au groupe Katara Hospitality. Tout comme le Royal Monceau, situé au 37, avenue Hoche, à un jet de pierre. Là-bas, alors qu'ils en sont à leur quatrième semaine de grève, femmes de ménage, serveurs, employés ne désarment pas : pas question d'être «condamnés au Smic». Les organisations syndicales patronales incitent la direction à ne pas discuter des revendications salariales. Dans l'intersyndicale on se souvient que au mois d'août, à l'inauguration de Peninsula, avenue Kléber, Laurent Fabius et Fleur Pellerin avaient salué la «création de 530 emplois» grâce aux investissements qataris dans le cadre d'une joint-venture via Schangai et Hong Kong. L'amour du gouvernement pour les entreprises n'a pas de frontières ! La lutte à Royal Monceau continue, la solidarité aussi. Affaire à suivre avec l'assignation vendredi dernier de grévistes au tribunal.

Dans ce décor diablement «Union sacrée» une nouvelle qu'on ne sait pas trop apprécier à sa juste valeur... Reprenons la dépêche AFP : «À l'automne 1948, plusieurs milliers de mineurs des sites du Nord-Pas-de-Calais avaient cessé le travail pour protester contre des décrets qui prévoyaient notamment la baisse de leur rémunération. Au terme de près de deux mois de grève, marqués par de très violents heurts avec les forces de l'ordre, près de 3 000 mineurs avaient été licenciés. Plusieurs centaines d'entre eux avaient été poursuivis en justice et condamnés, certains à des peines de prison ferme.»

En mars 2011 la cour d'appel de Versailles avait reconnu le caractère discriminatoire et abusif du licenciement de 17 mineurs et employés de la société publique Charbonnages de France qui gérait les sites, et annulé ces licenciements. Elle avait condamné Charbonnage de France et l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs à leur verser 30 000 euros chacun.

Mais la décision avait été cassée en octobre 2012 par la Cour de cassation saisie par Christine Lagarde. Aujourd'hui la ministre de la Justice, Taubira, veut rouvrir le dossier... Une once de réparation à la mémoire ouvrière dans le front gouvernement/patronat qui règne en maître ?

Sinon le camarade Filoche va-t-il être exclu du PS ? Avoir rappelé que le patron défunt de Total, malgré ses airs courtois, était un patron de combat, militant de la déréglementation sociale, n'a pas plu ! Oubliée la Section française de l'Internationale ouvrière ! On ne sait pas trop ce qui sortira du chapeau du demi-Catalan mais ça promet... À nous de déclencher, mieux que des poches de résistance, une véritable riposte.

**Jean-Pierre Germain**

*Groupe Salvador-Segui  
de la Fédération anarchiste*

1. À l'attention de celles et ceux qui n'habitent pas Paname : la place de l'Étoile, appelée aussi Charles-de-Gaulle, est entourée des avenues Kléber, Foch, Hoche... de-la-Grande-Armée, Friedland, Wagram, Iéna. Tout ça et d'autres, entourant l'arc de Triomphe.

# Les pièges antisémites

## Mise au point

**J'ÉCRIS CET ARTICLE** pour compléter l'article précédent ainsi que pour le clarifier<sup>1</sup>. Il y a des choses dont je n'ai pas parlé et dont j'aimerais parler. Il y a aussi des idées dans l'article précédent qui ont mal été comprises ou qui peuvent l'être.

### Commençons par les clarifications

Il faut rappeler que le premier article est paru avant l'enlèvement des trois colons israéliens et donc avant les bombardements à Gaza. Il n'a jamais été question de soutenir ni l'existence et encore moins la politique de l'État d'Israël, il serait malhonnête de dire cela. Au contraire, il est rappelé que nous luttons contre toutes les oppressions, contre toutes les formes de racismes, contre tous les États, donc, notamment, contre l'État d'Israël. La Fédération anarchiste en général, et mon groupe en particulier, a été largement présente aux différentes manifestations de soutien aux Palestiniens durant cet été, mais aussi avant. Elle est aussi un des acteurs du soutien aux résistances populaires en Palestine et en Israël contre l'occupation et l'apartheid israélien.

L'article en question parle surtout d'antisémitisme et assez peu d'Israël, ce n'est pas le fond de l'article, le ramener à cela est mal le comprendre, ou faire preuve de malhonnêteté. Le fond de l'article était de dire que la volonté «d'occuper le terrain propalestinien» dans le but de combattre Dieudonné et sa clique était une intention louable, certes, mais assez dangereuse.

Un point que je n'avais pas traité dans le premier article, mais qui m'a sauté aux yeux lors des dernières manifestations de soutien aux Palestiniens, est «la nazification de l'État d'Israël». Il est courant de voir dans ces manifestations des slogans comme «Gaza = camp de concentration», «Gaza = Dachau» ou encore des drapeaux israéliens accolés au drapeau nazi. Ceci sans parler des étoiles de David liées aux croix gammées qui sont ouvertement antisémites : on s'attaque non pas à des symboles d'Israël, mais au judaïsme.

Outre que c'est factuellement faux, dire cela participe à une banalisation de la Shoah. En effet, si les nazis ont effectivement bombardé des civils, ce n'est pas leur spécificité. Les nazis n'ont pas le monopole de l'oppression ou des bombardements. En revanche, la spécificité historique du nazisme, ce sont les chambres à gaz et la systématisation du génocide. Comparer cette spécificité avec des bombardements, c'est la nier, c'est donc nier l'holocauste. Qui plus est, ce n'est pas un hasard si c'est la Shoah que l'on compare aux massacres commis par l'État

d'Israël. Cette volonté, une fois de plus, de le renvoyer à sa judéité supposée ne sent pas très bon. Ce n'est pas un hasard non plus si cette comparaison a tout d'abord, en France, été portée par des négationnistes. En plus d'être négationniste (et donc antisémite) en soi, la comparaison «État d'Israël = nazis» sert les intérêts de néonazis comme Soral en banalisant son fond de commerce. Et cela lui donne raison quand il dit «qu'on parle toujours de la Shoah, mais jamais des autres». Bref, c'est un amalgame antisémite en soi et extrêmement dangereux politiquement.

Nombre d'articles parus sur Internet pour critiquer et condamner Dieudonné et Soral pointaient le fait qu'ils ne sont pas des soutiens concrets aux Palestiniens, qu'ils ne lâchent jamais le moindre de leurs sous parmi leurs millions aux Palestiniens qui perdent leur maison, qu'ils parlent tout le temps d'un sionisme irréel jamais relié à la situation réelle des Palestiniens, etc. C'est un fait : Dieudonné et Soral n'en ont pas grand-chose à foutre des Palestiniens, Soral lui-même déclare qu'il n'est ni propalestinien ni pro-israélien vu qu'il est français. Et pendant les derniers bombardements sur Gaza, la seule chose qu'a faite Dieudonné, c'est une conférence payante avec des néonazis de tous horizons, mais pas un seul Palestinien.

Cette volonté de les démasquer peut partir d'une bonne intention, mais cela fait passer l'essentiel au second plan. Nous ne combattons

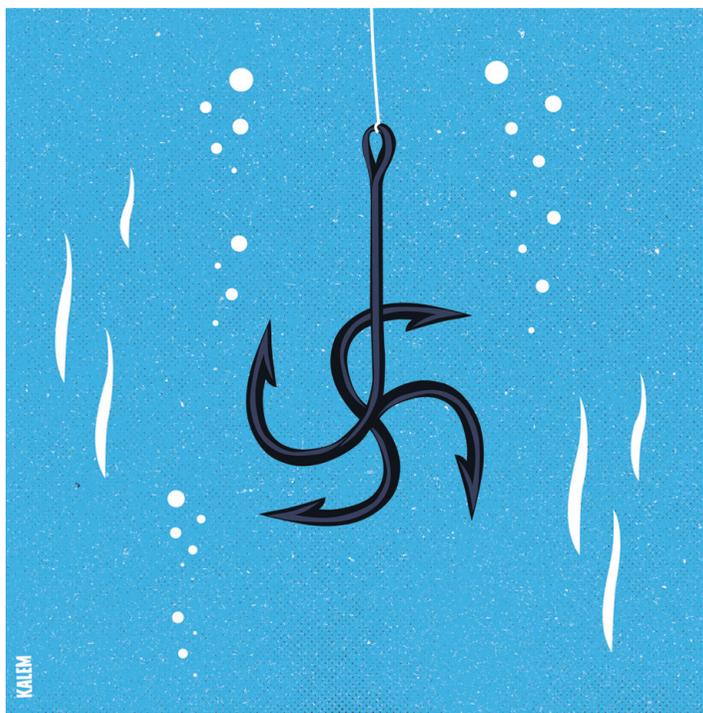
pas Dieudonné et Soral parce qu'ils ne soutiennent pas vraiment les Palestiniens, mais parce qu'ils sont antisémites (notamment). Le risque de vouloir systématiquement pointer le fait qu'ils ne font rien pour les Palestiniens est de mettre au second plan leur antisémitisme. Et par ailleurs de blanchir les «vrais» soutiens aux Palestiniens qui sont antisémites. Qui plus est, si l'on arrive à convaincre quelqu'un que Dieudonné n'est pas un vrai soutien aux Palestiniens et qu'il ne faut donc pas le suivre, cela veut dire que cette personne n'était pas gênée par l'antisémitisme de Dieudonné et que la seule chose qui la choque c'est qu'il mente au sujet de la Palestine. Quelqu'un comme ça, est-ce vraiment un camarade ?

Ces deux articles n'ont pas pour but de jeter l'anathème sur des camarades en mettant en doute leurs convictions antifascistes et antiracistes, mais plutôt, au contraire, de pointer les limites de certaines stratégies. Il est temps de nous ouvrir aux personnes issues de cultures juives, de ne pas invisibiliser l'antisémitisme, mais au contraire de ne faire aucun compromis avec lui. Toutes les oppressions sont à combattre de front et il est, pour nous, impensable d'en oublier une quand on en combat une autre.

**Bali**

Groupe de Milan de la Fédération anarchiste italienne

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1748.



# « La révolution l'emportera à Kobanê ! »

Le 1<sup>er</sup> novembre, dans le cadre de la journée mondiale pour Kobanê, plusieurs manifestations sont prévues dans toute la France. À Paris, le collectif Anarchistes solidaires du Rojava sera présent avec un cortège derrière la banderole : « *Des armes pour la résistance kurde. Rojava c'est l'espoir* ». Il est plus qu'essentiel que les anarchistes soient présents lors de ces manifestations pour soutenir la résistance et faire connaître le processus révolutionnaire en cours dans le Rojava. Ci-dessous, un témoignage de camarades anarchistes turcs sur place de la DAF (Action anarchiste révolutionnaire).

Le Comité de rédaction du *Monde libertaire*

**DES CAMARADES** de l'Action anarchiste révolutionnaire (DAF) se sont portés au secours de la ville de Kobanê, assiégée par l'État islamique (Daech). Une partie a pénétré dans la ville. D'autres sont restés dans un village sur le territoire turc, Boydê. Ils et elles nous envoient ce message.

De Boydê, le 8 octobre 2014. 24<sup>e</sup> jour du siège de Kobanê par l'État islamique (Daech). Tandis que, dans tous les villages frontaliers, des militantes et des militants font rempart de leurs corps pour dissuader les attaques, toute la population, dans toute la région, s'est dressée pour empêcher la chute de Kobanê.

Depuis près de trois semaines, nous faisons office de boucliers humains dans le village de Boydê, à l'ouest de Kobanê. Ces deux derniers jours, les explosions et le fracas des armes se sont intensifiés dans les banlieues et dans le centre-ville. En même temps, les soldats turcs ont augmenté leur pression. Toutes celles et ceux qui approchaient la frontière, d'un côté comme de l'autre, ont été ciblés par des grenades lacrymogènes. Le village où nous nous trouvons a subi une attaque de ce type mardi. Plusieurs personnes ont également été blessées par des tirs à balles réelles.

Ces attaques sur les villages frontaliers signifient que les hommes de Daech sont, eux, autorisés à franchir la frontière. Le soutien de la République turque à Daech est évident ici. Bien sûr, ce n'est pas seule chose qui est évidente.

Nous avons appris qu'un des commandants de Daech dirigeant l'offensive sur Kobanê a été abattu par les YPG-YPJ. Pourtant, les combats n'ont pas diminué en intensité; ils n'ont presque pas cessé de la journée.

Nous savons à présent que les explosions que nous entendons sont le fait des YPG-YPJ. Les miliciennes et les miliciens ont déserté les rues du centre-ville pour prendre les djihadistes en embuscade et, semble-t-il, cette tactique a fonctionné.



Dans les réunions, au village, certaines rumeurs font sensation. L'une d'elle est la crainte qu'inspirent les combattantes des YPJ aux djihadistes. En effet, Daech incarne l'État, la terreur, le massacre... mais aussi le patriarcat. Et les djihadistes craignent de ne pouvoir être considérés comme « martyrs » s'ils sont tués par une femme. D'où leur peur d'affronter les YPJ. Il faut dire que quand elles les rencontrent, les combattantes sont sans pitié. Cette lutte des YPJ, c'est celle de la liberté contre le patriarcat.

Ces deux derniers jours, le soulèvement au Kurdistan et dans les villes d'Anatolie donne un sentiment d'invincibilité du peuple organisé. Ce soulèvement renforce la confiance à Kobanê, dans les villages

frontaliers et dans tout le Rojava. Chaque fois qu'un frère ou qu'une sœur tombe, notre douleur est vive, mais plus vive encore notre colère et notre détermination. Les cérémonies funèbres qui débute à genoux se muent rapidement en danses effrénées, le martèlement de nos pas fait trembler la terre et transforme notre peine en une véritable rage.

C'est tout ce dont nous avons besoin ici. Pour la liberté et la révolution que nous espérons, en dépit de tout.

Vive la résistance populaire de Kobanê!

Vive la révolution au Rojava!

Vive l'Action anarchiste révolutionnaire!

DAF

Traduction Alternative libertaire

# Le consensus, la clé du nouveau système au Rojava

**Ercan Ayboga**

*Traduit par Janet Biehl*

**APRÈS LA RÉVOLUTION AU ROJAVA** commencée en juillet 2012, le système de justice syrien est devenu obsolète. Évidemment, le peuple et le mouvement politique qui le soutenait ont rejeté l'appareil de sécurité, les représentants politiques de l'Etat et les agences de renseignements, mais ils ont également rejeté les représentants de la justice et les ont virés.

Parallèlement à la suppression du régime dictatorial du Baas, la question de savoir à quoi une nouvelle forme de justice pourrait ressembler s'est rapidement posée. Dans toute société qui n'est pas encore totalement libérée de la domination (sociale ou entre les sexes), pas encore tout à fait émancipée, ce qu'on appelle des « crimes », même de faible importance, auront lieu, et en particulier dans le contexte de guerre; la société devra ainsi affronter des conflits, de la violence, des vols.

## **Les comités Paix et Consensus**

Le nouveau système de justice a été élaboré par des comités Paix et Consensus. Certains d'entre eux avaient déjà été formés dans les années 1990 par des militants politiques de la gauche kurde dans les villes syriennes à majorité kurde soutenant cette tendance. Encore aujourd'hui, ils ont pour tâche d'assurer la paix sociale dans leur quartier ou dans la localité et de prendre des mesures contre la criminalité et l'injustice sociale. Sous le régime du Baas, ces comités agissaient de manière souterraine – l'Etat les considérant comme une

atteinte au monopole de la justice – et fonctionnaient en parallèle avec le système de justice existant. Malgré la répression accrue après 2000 et surtout après 2004, ils ont continué à exister, mais en plus petit nombre et sans pourtant concerner la majorité de la population kurde.

Après la libération des localités de Rojava à l'été 2012, les lieux qui avaient déjà eu cette expérience avec les comités Paix et Consensus n'ont pas été bouleversés quand il a fallu régler les différends dans les affaires civiles et pénales. Les comités existants sont restés en place pour les questions de justice et, là où ils étaient absents, ils ont vite été créés sur le modèle déjà existant.

## **La structure du système de justice**

Pour décrire la structure du système de justice dans Rojava, nous devons étudier ce qui s'est développé au cours des deux dernières années. Une fois les villes et les villages libérés le 19 juillet 2012, les conseils de justice régionale (en kurde, *diwana adalet*) ont été mis en place dans les différentes régions à l'initiative de la TEV-DEM (le Mouvement de la société démocratique), qui a organisé les organes exécutifs du Conseil des peuples du Kurdistan de l'Ouest (MGRK), dans tout le Rojava; le système de conseil des MGRK a été la force décisive qui a conduit la révolution. Les conseils de justice ont engagé des juges, des avocats, des procureurs, des juristes et d'autres qui avaient



rompu avec le système en place. Les conseils populaires étaient également membres des comités Paix et Consensus. Ces conseils de justice ont depuis été cruciaux pour la construction d'un nouveau système de justice.

Les trois régions majoritairement kurdes ont récemment été nommées cantons ; le plus grand des trois est Cizîre. Son conseil de justice, qui compte onze membres, représente plusieurs conseils de district ; les conseils de justice dans Afrin et Kobané ont sept membres chacun. Ces conseils de justice se coordonnent avec les conseils du peuple et sont responsables devant eux ; après des discussions dans les conseils populaires de grande envergure, ils ont fondé le nouveau système de justice.

Au niveau le plus bas du nouveau système de justice créé dans les villages, les quartiers, et parfois même les rues, on trouve les comités Paix et Consensus, qui résolvent les cas sur la base du consensus. S'il s'avère qu'ils ne peuvent pas le faire, le cas est repris au niveau suivant. Les cas difficiles, comme les assassinats, il faut le dire, ne sont pas pris en charge par les comités Paix et Consensus, mais sont traités directement aux niveaux supérieurs.

Au niveau communal les comités Paix et Consensus ont une double structure. Les comités généraux sont responsables de conflits et de crimes ; les commissions de femmes sont responsables de cas de violence patriarcale, de mariage forcé, de polygamie – ils sont directement rattachés à l'organisation des femmes

Yekitiya Star (l'Union de la femme).

Au niveau supérieur, dans la grande ville de chaque région, on trouve les tribunaux populaires (*dadgeha gel*), qui ont été relancés par les conseils de la justice. Les juges qui en sont membres (*dadger*) peuvent être désignés par les conseils de justice ou par quiconque dans la région. Les conseils populaires au niveau régional (comme Séré Kaniye, Qamislo, Amude, Derik, Heseke, Afrin, Kobanê) donnent des conseils sur les nominations, et parmi elles sept personnes sont élues pour chaque zone. Les candidats n'ont pas à être des juristes et, contrairement à d'autres systèmes de justice, certains d'entre eux n'ont pas de liens antérieurs avec la justice. Il est considéré comme beaucoup plus important que les personnes nommées comme juges soient celles qui peuvent représenter les intérêts de la société.

Les autres niveaux du système de justice du Rojava sont un peu comme ceux des autres pays.

À l'issue d'une décision du tribunal du peuple, l'une des parties peut la contester et porter l'affaire devant la cour d'appel (*dadgeha de istinaf*). Rojava ne compte que quatre tribunaux, deux à Cizîre, un à Kobanê et un à Afrin. À ce niveau, les juges doivent être des juristes. Au niveau suivant, ceux qui souhaitent intenter une action ont à leur disposition le tribunal régional (*dadgeha de neqit*) ; il est seul à couvrir l'ensemble des trois cantons.

Enfin, il y a une cour constitutionnelle (*dadgeha de hevpeyman*), où les sept juges décident du contrat social – qui a été adopté au début de l'année en guise de constitution. Dans chaque région, les avocats de personnes (*dizgeri*) ainsi que d'autres procureurs travaillent dans l'intérêt public.

Au sommet du système juridique se trouve le parlement de la justice (*medisa de Adalet*) ; chacun des trois cantons en a un. Chaque parlement de justice est composé de 23 personnes : trois représentants du ministère de la Justice, nouvellement fondé en janvier 2014 ; onze des conseils de justice ; sept de la cour constitutionnelle ; et deux de l'association du barreau. Un membre du parlement de la justice parle publiquement. Cette configuration contient une différence encore plus importante avec les systèmes de justice traditionnels : avec trois représentants seulement, le gouvernement de transition a peu d'influence légale.

Les parlements de justice ont la responsabilité de s'assurer que le système juridique réponde aux besoins de cette société en évolution rapide et en voie de démocratisation. Leur priorité est la reconstruction du système de justice. C'est encore squelettique, et de nombreux détails pratiques n'ont pas été discutés ni décidés. Le système juridique a l'énorme devoir d'établir de nouvelles bases légales dans le cadre du contrat social, mais il doit également se référer aux lois syriennes existantes, tant que les nouvelles lois ne concernent pas



encore la totalité de la question. Pour autant, des nouvelles lois ne doivent pas être mises au point dans tous les domaines.

Les lois, les règlements et les directives non démocratiques sont rayés et remplacés par de nouveaux jugés nécessaires. Les trois cantons considèrent qu'ils existent dans le cadre de l'Etat syrien, mais avec un régime démocratique. Si une transformation démocratique n'est pas possible, une nouvelle loi pour la zone touchée sera créée.

En outre, les parlements de justice se penchent sur les questions techniques et administratives en suspens.

Jusqu'à présent, le travail dans les parlements de la justice s'est déroulé avec de nombreuses discussions, mais leurs membres n'ont pas eu de profonds désaccords, c'est du moins ce qu'ils disent. Compte tenu de la nécessité de construire un système judiciaire qui fonctionne assez rapidement, il n'y a pas eu beaucoup de temps pour des discussions approfondies qui ont dû être reportées aux années à venir, quand la paix sera revenue, comme nous l'espérons.

### Formation du personnel

À la mi-2013 dans Qamislo, une académie pour les juristes des trois cantons de Rojava a été fondée. C'était nécessaire parce que le nouveau système de justice nécessite au moins plusieurs centaines de professionnels et de personnels. Chaque cours d'éducation de base

des études est de quatre mois. En mai 2014, deux groupes de trois douzaines de personnes chacune ont terminé la première unité. Après avoir passé des examens à la fin de quatre mois, les élèves peuvent commencer à travailler dans le nouveau système de justice. Mais leur formation ne s'arrête pas là, ils retournent à l'académie à intervalles réguliers pour une formation continue, pendant de nombreux mois et plus. Cette période de quatre mois relativement courte a été instituée seulement en raison du grand besoin de professionnels. Une meilleure formation des néojuristes est en cours de discussion.

### Résultats du nouveau système juridique

Il va sans dire que le nouveau système a aboli la peine de mort. La peine d'emprisonnement à vie (la durée maximale est temporairement fixée à vingt ans) peut être prononcée que dans les cas d'assassinat, de torture ou de terreur. Jusqu'à maintenant, cela ne s'est passé que deux fois dans Cizîre : pour un homme qui a assassiné une femme d'une manière barbare, et pour un autre qui a torturé et assassiné un membre des forces de sécurité (appelé Asayis).

Dans le Rojava, l'arrestation est considérée en dernier recours. Et selon les principes du système juridique, la personne arrêtée doit être considérée non pas comme un criminel, mais comme une personne à réhabiliter. Par prison, on entend des établissements d'enseignement et une fois que les moyens seront

disponibles ils devront être transformés en centres de réadaptation et ne seront pas des institutions punitives. Les commissions juridiques du Rojava sont particulièrement concernées par la question des conditions de détention. Un membre du conseil de justice nous a expliqué : « Nous avons déjà privé les prisonniers de leur liberté ; nous ne voulons pas les punir davantage avec les conditions de détention. »

Dans les deux dernières années, en raison du nouveau système de justice et en particulier de la plus grande auto-organisation du peuple dans les communes et les conseils, le nombre de crimes a diminué lentement, bien que des chiffres fiables soient encore difficiles à établir. Ils sont concentrés dans les périphéries urbaines. Dans le sud du Kurdistan, les crimes dits d'honneur restent monnaie courante, mais dans le Rojava, en particulier à cause du travail du mouvement des femmes, ces crimes ont sensiblement diminué.

### Les comités Paix et Consensus

La différence la plus fondamentale entre le système de justice du Rojava et les systèmes de justice dans d'autres types d'Etats – capitalistes, socialiste-réels, parlementaires, dictatoriaux – est l'existence des comités Paix et Consensus au niveau local et les rôles qu'ils jouent dans la structure du conseil.

Les membres des comités Paix et Consensus sont nommés par les conseils populaires. Au niveau de la commune (la structure organisationnelle à la base du sys-



tème de MGRK, composée de 30 à 150 ménages), tous les résidents participent à une assemblée et élisent les membres. À l'étage suivant de l'organisation, la communauté de district ou de village (autour de 7 à 10 villages), les comités Paix et Consensus choisis par les conseils du peuple se réunissent avec les délégués des communes. Les niveaux plus élevés dans le système de conseils n'ont pas de comités Paix et Consensus. Le système de conseil dans le Rojava a été construit au début de la révolution en Syrie il y a trois ans; à partir de là, les comités Paix et Consensus sont nés au niveau du district et de la communauté du village. À partir de 2012, avec l'émergence des communes, les comités Paix et Consensus ont été élus à ces niveaux les plus bas. La plupart des communes n'ont pas autorité sur ces comités.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, les premiers comités Paix et Consensus ont été fondés dans les années 1990, bénéficiant de la structure du MGRK. Sans cette expérience de longue date, il aurait été beaucoup plus difficile de construire ces comités si rapidement dans d'autres endroits.

Chaque comité Paix et Consensus est généralement constitué de cinq à neuf personnes, avec un quota de genre de 40 %. Les élus sont généralement ceux qui sont considérés comme ayant la capacité de désamorcer par la discussion les parties en conflit. La plupart ont plus de 40 ans. Les procédures des comités ne sont pas précisées par écrit dans les moindres

détails ou même dans leur intégralité. Règles et principes se sont développés dans la pratique au fil des ans et, dans une certaine mesure, se sont transmis verbalement.

Les membres des comités Paix et Consensus ne doivent pas être considérés comme des magistrats traditionnels, car ils sont élus démocratiquement et avec la parité entre les sexes. Un élément important est que les conseils et le mouvement politique qui sous-tendent la construction des comités se réfèrent aux conseils des anciens de la société traditionnelle. Les conseils des anciens n'existent plus guère aujourd'hui, ils ont disparu dans les années 1960 et 1970. Le Rojava s'est identifié à ces institutions traditionnelles, mais en les imprégnant des valeurs de son contrat social: démocratie de conseils, libération des genres, les droits de l'homme. En intégrant et en remplaçant les conseils traditionnels des anciens, ils constituent un pont de compréhension entre tradition et révolution.

La structure parallèle des commissions de femmes et de l'Yikitiya Star devrait garantir que les structures et juridictions féodales n'aient plus aucun poids dans les cas de violence patriarcale. Dans ce contexte, les femmes sont la force motrice.

L'objectif des comités Paix et Consensus, quand il s'agit de jurisprudence, n'est pas de condamner l'une ou l'autre partie dans un procès, mais plutôt de parvenir à un consensus entre les parties en conflit. Si possible, l'accusé n'est pas mis à l'écart si une peine est pronon-

cée, ni enfermé, mais on fait comprendre que son comportement a conduit à l'injustice, aux dommages et aux blessures. Si nécessaire, cela entraîne une longue discussion. Parvenir à un consensus entre les parties est un résultat qui mènera à une paix plus durable.

Sur le long terme, c'est un grand avantage pour la société locale qui favorise la paix et un rapprochement entre les groupes et les individus. La solidarité et la cohésion sociale se développent dans ce terreau qui a été l'expérience de deux années de révolution dans le Rojava. Aujourd'hui, dans les communes et les localités, si la majorité des gens se comportent solidairement, sont capables de créer des coopératives et de prendre des décisions ensemble, c'est en partie parce que le travail des comités Paix et Consensus a été couronné de succès.

Que les comités sont acceptés par la société et bénéficient d'un grand respect se voit aussi dans le fait que de plus en plus de personnes d'autres groupes ethniques se tournent vers eux, avec leurs problèmes. Il ne faut pas oublier qu'un grand nombre d'Arabes vivent dans des villes de Rojava.

Un autre indicateur des effets positifs de ces comités est le fait que, là où ils sont bien organisés, les querelles et les disputes entre les individus, les familles et les groupes diminuent lentement comme les crimes, en particulier le vol, qui sont en déclin.

**E. A.**

# De la **lutte** essentielle et des conflits secondaires

## II. Une nouvelle donne.

**André Bernard**  
**et Pierre Sommermeyer**

### De la « valeur »

Et on se posera, par exemple, la question de savoir comment est calculée la « valeur » produite par un cadre par rapport à la « valeur » produite par un technicien de surface qui, nettoyant tous les jours le bureau de ce cadre, lui permet de travailler dans de bonnes conditions. On peut étendre ce questionnement aux éboueurs dont le travail rend possible la vie urbaine.

À l'intérieur même de la catégorie des salariés, les différences de revenus cachent donc des conflits de classe, conflits d'ailleurs exacerbés par un certain nombre d'hommes politiques et d'économistes qui animent des campagnes contre les professions dites protégées dont le but réel, en réalité, ne vise qu'à attiser le ressentiment des plus pauvres et des précaires pour réduire le plus possible le salaire – leur niveau de vie – de ces professions « favorisées ».

S'il y a les propriétaires et les décideurs, il y a aussi, débordant toutes les limites, une classe mondialisée – c'est-à-dire sans frontières – pour qui tout est permis et qui tire son existence de cette économie. Et, dans cette classe mondialisée, cohabitent des catégories qui n'ont apparemment rien à faire ensemble. Il y a des propriétaires de richesses, des décideurs économiques, des décideurs politiques, des membres des institutions internationales, des scientifiques, des caritatifs, des experts, des touristes, etc. Leur plus bas commun dénominateur est la mobilité.

Aujourd'hui, nous vivons – les médias ne manquent pas de nous rappeler que rien ne peut plus être pareil – dans une société où même notre propre vie est devenue une chose à vendre, rendant par là prémonitoire l'avertissement des situationnistes qui dénonçaient dans les années soixante l'avènement de la marchandise triomphante.

Nous voyons – et c'est caricatural – que même les relations d'amitié dans certains « réseaux sociaux » sont devenues une marchandise, et que chacun d'entre nous, où qu'il soit, est transformé bien malgré lui en un engrenage de la société capitaliste et étatique.

En conséquence, il est difficile présentement d'avancer que seuls les « ouvriers en tant que prolétaires » seraient par excellence le sujet de l'émancipation. Pas moins qu'eux, chacun est la proie du sentiment qui traverse toute notre société, le consentement ouvert ou prudemment dissimulé à l'injustice sociale; consentement dont il faudra se détacher pour le transformer en révolte.

On accepte ainsi comme norme que certains soient en haut de l'échelle et d'autres en bas, le principe d'inégalité étant probablement la disposition la mieux partagée à l'heure actuelle. Il va de soi que ceux qui ont fait des études dirigent ceux qui n'en ont pas fait, comme il est normal que les enfants des classes favorisées fassent des études dites « supérieures ».

Margaret Thatcher, en son temps, avait déclaré : « Nous devons bâtir une société dans laquelle chaque citoyen sera à même de développer tout son potentiel à la fois pour son propre bénéfice et pour l'ensemble de la communauté. » En d'autres termes, cela pouvait signifier que, si on devenait riche, c'était pour le bien de tout le monde.

D'autres principes d'inégalité sont cités par Zygmunt Bauman *Les riches font-ils le bonheur de tous ?*, principes qui affirment que l'élitisme est une bonne chose, que l'exclusion des bras cassés est nécessaire à toute société et qu'il « faut être réaliste », le désespoir qui en résulte étant inévitable.

De plus, actuellement, nous sommes dans une situation où il ne suffit plus de réfléchir à une redistribution équitable des richesses produites, de même qu'à une réorganisation horizontale de nos sociétés;





il nous faut aussi apprendre à vivre dans un autre environnement et penser à mettre en action des programmes de sauvegarde de cet environnement. Le prolétariat que l'on pensait circonscrit aux grandes et petites industries s'est étendu à la surface de toute la planète, et la précarité est devenue la règle. Précarité des professions, certes, mais aussi incertitudes démesurées de penser l'avenir; les déchiffreurs du futur et les décodeurs du temps qui passe se ridiculisent à vouloir enfermer l'activité humaine dans des doctrines sans fenêtres.

La révolte et la créativité devront donc inventer au jour le jour un présent qui ne veut pas attendre.

Et si nous ne nous posons pas la question de la nécessité de détruire ce vieux monde afin de construire quelque chose de moins absurde, la réponse à donner pour construire une société meilleure reste à venir. Pendant le premier centenaire de l'anarchisme, cela pouvait sembler simple, avec Kropotkine et sa *Conquête du pain*, avec Pierre Besnard et son *Monde nouveau*, avec les réalisations de la révolution espagnole qui esquissèrent et mirent en action de nouvelles formes sociales de production, avec, d'une façon générale, le slogan de «l'autogestion partout!».

### Une modernité liquide

Mais, aujourd'hui, autogérer les unités de production n'a plus grand sens car, à la surface de la planète, la production des biens a été parcellarisée, délocalisée, dévalorisée. Déjà, en 1986, Cornélius Castoriadis rappelait dans *Domaines de l'homme* («Marx aujourd'hui») que «l'autogestion d'une chaîne de

montage par les ouvriers de la chaîne est une sinistre plaisanterie. Pour qu'il y ait autogestion, il faut casser la chaîne». Il avait, juste avant cette phrase choc, fait le procès de la technique contemporaine: «Elle n'est pas neutre. Elle est modelée d'après des objectifs qui sont spécifiquement capitalistes, et qui ne sont pas tellement l'augmentation du profit, mais surtout l'élimination du rôle humain de l'homme dans la production, l'asservissement des producteurs au mécanisme impersonnel du processus productif.»

Il nous faut donc tout repenser. Il nous faut de la même manière revoir la question de la grève expropriatrice. Si, en tant que telle, elle est incontournable, les modalités de l'expropriation se posent. La grève, l'arrêt du travail, acte pas précisément violent, reste un affrontement insurrectionnel qui toutefois n'appelle pas pour autant l'extermination de l'adversaire. Mais quels peuvent être sa place et son rôle dans notre société numérisée à l'excès?

Le monde du *xxi<sup>e</sup>* siècle n'est plus celui du *xx<sup>e</sup>*. Pourtant, nous continuons à fonctionner avec les idées élaborées lors des siècles précédents. Si l'État et le capitalisme perdurent, ce qui est incontestable, un monde nouveau a fait irruption il y a peu. Quel est-il? Si nous sous-estimons souvent son importance, c'est qu'il semble nous filer entre les doigts. À ce propos, Zygmunt Bauman parle de «modernité liquide»:

«Contrairement aux corps solides, les liquides ne peuvent pas conserver leur forme lorsqu'ils sont pressés ou poussés par une force extérieure, aussi mineure soit-elle. Les liens entre leurs particules sont trop faibles pour résister... Et ceci est précisément le trait le plus frappant du type de cohabitation humaine caractéristique de la modernité liquide.»

### Pris dans la Toile

Ce monde-là ne demeure pas seulement sous l'emprise du capital et de l'État, il s'est plus particulièrement affirmé par la financiarisation hors sol et par la séduction publicitaire. C'est un monde complexe, divers et multiple, qui reste pourtant insaisissable, quasiment invisible, et qui nous enserre dans ses liens cependant bien réels, et particulièrement quand on dit à leur propos qu'ils sont virtuels.

Pour bien mesurer leur importance, citons quelques chiffres: il y a dans le monde près de 3 milliards de personnes inégalement connectées à Internet. Il y a plus d'un milliard de sites Web; 195 milliards de courriels sont envoyés chaque jour. Sur Facebook, 1 300 000 personnes partagent leurs données et sont les «amis» les uns des autres; près de 300 millions de personnes «tweetent» régulièrement.

Pour que tout cela fonctionne, près de 2 700 000 mégawattheures d'électricité sont utilisés chaque jour nécessitant un nombre élevé de centrales nucléaires.

Tous ces chiffres cachent des lieux de pouvoir innombrables avec au moins deux types de relation entre les individus et l'ensemble:

- La relation marchande où l'individu achète un service ou un bien, et, dans ce cas, par rapport à la façon d'acquérir, c'est juste la taille du magasin qui change;

- La relation service où une entité met à la disposition de tout un chacun la possibilité de l'utiliser gratuitement pour un besoin quelconque. Le géant des moteurs de recherche, Google, offre ainsi la possibilité d'utiliser gratuitement son service de cour-



riels. D'autres offrent des possibilités de stockage de documents sur ce que l'on appelle aujourd'hui le « cloud ».

Tous ces échanges, gratuits ou payants, ont pour conséquence la collecte d'informations de toutes sortes par les plus grands groupes d'informatique mondiaux. Ces informations, rassemblées sous le nom de Big Data, seront triturées, analysées puis vendues car des algorithmes très sophistiqués mettront au jour les envies culturelles autant que sexuelles, les besoins culturels ou sanitaires de tout un chacun, que les connexions se réalisent peu ou prou.

Pouvons-nous imaginer une riposte crédible si, d'aventure, un de ces géants d'informatique se mêlait directement de politique, chantage à la fin de service à l'appui ? Pouvons-nous imaginer des manifestations aux cris de « Rendez-nous nos courriels » ? Hors l'exploitation des informations collectées, ces monstres ont en main un pouvoir économique colossal, bien plus grand que ceux des banques. Personne ne s'en préoccupe.

Contre cette aliénation aussi douce que cachée, les efforts de ceux qui prônent un Internet libre, un monde numérique où les codes ne seront plus la propriété de groupes privés mais ouverts à tous, semblent dérisoires. Il n'empêche que partout fleurissent des dénominations attrayantes : le travail devient « collaboratif », le partage devient « roi », la recherche de fonds pour réaliser

des projets devient « production participative ». On trouve à foison des CMS (content management system), autrement dit des systèmes de gestion gratuits pour construire des sites Web ou des blogs.

Derrière tout ce monde du « libre » se cache en fait une autre division du travail qui ne dit pas son nom. L'architecture de ces ensembles est ouverte. Elle n'appartient à personne. C'est le règne du bien commun qui répond aux conditions de la Licence publique générale (GNU). Pourtant, trois catégories de personnes apparaissent : celles qui savent, les constructeurs ; celles qui bidouillent tant bien que mal ; et la grande majorité des gens qui utilisent ces moyens sans faire de différence entre ce qui est libre et ce qui appartient à tel ou tel grand groupe.

À cette nouvelle forme d'aliénation s'ajoute une problématique climatique qui ne simplifie en rien notre questionnement.

Dans le numéro 32 de *Réfractations*, Alain Bihl écrit : « En apparence, nous sommes plongés simultanément dans une crise écologique, une crise économique et une crise financière. »

Il ajoute : « On touche aux limites de la civilisation capitaliste, c'est-à-dire aux limites du monde tel qu'il s'est trouvé façonné par plusieurs siècles de développement, d'emprise du rapport capitaliste d'exploitation, de propriété, de classes [...]. En l'absence de toute alternative, l'aggravation de la crise écologique conduira ainsi à des phénomènes de destruction massive de populations, par la famine, par des événements climatolo-

giques à grande échelle ou par des accidents nucléaires à répétition comme à Fukushima. »

### La parade ?

Pour Pablo Servigne, membre du collectif de Réfractations, cette question environnementale est fondamentale. Pour lui, « la vraie question anarchiste est donc d'arriver à articuler l'urgence, la radicalité et la violence des données scientifiques avec d'abord le rythme d'assimilation du cerveau et ensuite le rythme démocratique. Cette question est d'autant plus difficile et pertinente que l'échelle du problème environnemental est immense (le globe) et que nous savons fort bien que les mécanismes démocratiques d'un groupe d'humains s'effacent à mesure que la taille du groupe augmente »...

Face à tout cela, mais aussi en tenant compte de la nouvelle organisation en réseaux, à laquelle nous sommes maintenant habitués la jeunesse, s'est installée une forme de lutte nouvelle, au fonctionnement décentralisé, sans chefs, avec une pratique de l'action directe non violente qui va presque de soi et qui pourra se révéler être le moteur des combats futurs, mais qui est déjà présente si on pense au déroulement des printemps arabes, aux événements d'Occupy Wall Street, aux manifestations de Hongkong, etc.

Sans se transformer en girouettes affolées, il nous incombe d'être à l'écoute des souffles du vent. Il s'agit d'avancer, encore et toujours, et de tenir dans la tempête...

A. B. et P. S.

# Le Père Noël et le Bon Dieu

L'ATHÉISME est l'un des piliers incontournables de la doctrine anarchiste, au même titre que le fédéralisme, la socialisation des moyens de production, etc. Qu'est-ce donc que le matérialisme? C'est un principe qui affirme que tous les faits ne peuvent se produire qu'avec des causes réelles, identifiables. La vapeur d'eau est le produit de l'ébullition de l'eau, elle n'est pas produite par des elfes qui copulent frénétiquement dans la bouilloire. Les cadeaux au pied du sapin à Noël ont été posés par les parents et amis, pas par le Père Noël ni par le Bon Dieu.

Cela dit, si une cause n'est pas identifiable à un moment donné, cela ne signifie pas pour autant que le Père Noël, ou le Bon Dieu, ou les elfes existent, c'est simplement parce qu'on n'est pas encore en mesure de l'identifier.

De même, un petit peu de fantaisie n'est pas forcément une mauvaise chose: je suis convaincu que si on m'avait d'emblée convaincu que le Père Noël n'existait pas, mon enfance n'aurait pas été aussi heureuse qu'elle l'a été. Mais, à un moment, il a bien fallu que je cesse de croire en ces fantaisies, et je ne m'en suis pas porté plus mal. Le problème est que beaucoup de gens continuent à y croire, pas sous la forme du Père Noël, mais sous celle, à peine plus élaborée, du Bon Dieu. Et il n'y a pas plus de raison de croire au Bon Dieu qu'on en a de croire au Père Noël.

Dans le monde dans lequel vivait Bakounine, la croyance en Dieu faisait l'objet d'une large unanimité, et, disait-il, «cette unanimité imposante, selon l'avis de beaucoup de personnes, vaut plus que toutes les démonstrations de la science». Bien entendu, le révolutionnaire russe contestait cette attitude consistant à penser que «le sentiment de tout le monde et de tous les temps ne saurait se tromper».

Mais «s'il est vrai que [...] l'homme a absolument besoin de croire à l'existence d'un Dieu, celui qui n'y croit pas, quelle que soit la logique qui l'entraîne à ce scepticisme, est une exception anormale, un monstre». Aujourd'hui, l'athée n'est plus absolument considéré comme un «monstre» dans la plupart des pays d'Europe, mais il reste encore de nombreux pays où c'est le cas, aux États-Unis, ou dans les pays musulmans.

Aux États-Unis, il n'y a que 4 à 6 % d'athées. La société américaine, sans être pour autant théocratique, est largement sou-



mise à l'impératif religieux<sup>1</sup>: devise religieuse sur le dollar («In God We Trust» – nous croyons en Dieu), serments sur la Bible dans les cours de justice, l'expression «au nom de Dieu» figurant dans le serment d'allégeance aux États-Unis, «que Dieu vous bénisse» dans tous les discours politiques, impossibilité de se faire élire à quelque poste que ce soit sans bien affirmer son affiliation religieuse, etc. L'athéisme aux États-Unis n'est tout simplement pas concevable, ce qui rapproche beaucoup plus cette société des sociétés musulmanes que des sociétés européennes.

En Europe même, la prégnance du religieux est forte dans beaucoup de pays, comme l'atteste la persistance du «délit de blasphème». La France est un peu à part. Un sondage Harris datant de 2011 révèle que seulement 36 % des Français déclarent croire en Dieu. Il y avait 34 % d'athées en 2011 (contre 32 % en 2006) et 30 % d'indécis. Ce qui est amusant, dans ce sondage, c'est que dans la mesure où, par ailleurs, un Français sur deux se déclare catholique, cela signifie que beaucoup de catholiques ne croient pas en Dieu! De fait, un sondage CSA-Le Monde des

religions publié en janvier 2007 montre que seulement 52 % des catholiques estimaient que l'existence de Dieu était «certaine ou probable».

Le paysage «religieux» est divisé en somme en trois parties presque égales: croyants, athées et indécis, avec une progression lente mais réelle de l'athéisme. On peut penser que la moitié indécise des catholiques va progressivement rejoindre les deux autres groupes, sans qu'on puisse évidemment dire de quelle manière ils vont se répartir. Dans la mesure où les sectes non catholiques sont extrêmement actives, et où les anarchistes ont pratiquement abandonné le terrain du combat contre la religion, il y a toutes les raisons de penser que l'athéisme ne bénéficiera que très marginalement de ces «transferts». On peut également penser que, dans la mesure où les croyants plus ou moins indécis abandonnent leur religion, ceux qui restent vont se durcir. C'est en fait ce qu'on constate dans les faits avec le succès énorme des manifestations contre le mariage pour tous et le renforcement de l'activité des croyants, y compris le renouveau de la pratique religieuse chez les jeunes musulmans.

L'accroissement du nombre d'athées déclarés, qui pourrait réjouir les anarchistes (peut-être pas tous, cela dit), ne signifie pas pour autant qu'on assiste à une «athéisation» de la société française: en effet, les athées ne constituent pas un mouvement militant actif (ce qui a été le cas du mouvement anarchiste dans le passé, mais ne l'est plus aujourd'hui), tandis que le tiers de la population se déclarant croyante – chrétiens et musulmans – constitue des noyaux militants très actifs et souvent virulents. Il ne fait pas de doute que les 30 % d'indécis vont faire l'objet d'une attention toute particulière de la part des missionnaires, prédicateurs, évangélistes, émirs, maîtres à penser, apôtres et charlatans de toute sorte auxquels les anarchistes ont abandonné le terrain.

Éric Vilain

Groupe Gaston-Leval  
de la Fédération anarchiste

1. Quelques constitutions d'États, notamment, l'Arkansas et la Caroline du Sud, interdisent aux athées de tenir des réunions publiques.



# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »  
Inconnu

Málaga, 1940

## Interdiction de **marcher** à gauche

La dictature franquiste qui régna en Espagne jusqu'en 1975 avait le souci du détail. Afin de surveiller et contrôler la population tout était bon : armée, forces de l'ordre, police politique, mouchards et indicateurs ainsi que mesures et interdictions officielles atteignant parfois le sommet du grotesque. En voici deux exemples rappelés et publiés par le journal andalou *Sur* dans son édition du 18 octobre dernier. Si ces mesures instaurées un an après la victoire de Franco peuvent prêter à sourire, n'oublions pas qu'aux 200 000 « rouges » (hommes, femmes enfants) tués pendant la guerre civile dans les zones sous contrôle fasciste se sont ajoutées 200 000 autres exécutions dues à la répression exercée par Franco et son national-catholicisme, principalement durant les cinq années qui suivirent son accession au pouvoir.

Le Comité de rédaction du *Monde libertaire*

**LE FRANQUISME N'AIMAIT** pas la gauche, même quand il s'agissait de marcher de ce côté. Parmi les mesures prises pour durcir l'ordre établi et contrôler la morale, il instaura l'obligation pour les piétons de marcher sur le côté droit des trottoirs. Un décret de la mairie de Málaga émis le 12 avril 1940 fixait cette norme. Les contrevenants qui se faisaient prendre risquaient une amende pouvant s'élever à cinq pesetas. Les agents municipaux étaient chargés de veiller à l'application du décret et de sanctionner les passants qui se déplaçaient sur le côté gauche.

Selon l'édition du journal *Sur* en date du 18 avril 1940, le montant des contraventions distribuées atteint presque 3 000 pesetas en cinq jours. Les agents municipaux, carnet à souches en main appréhendaient les passants qui enfreignaient le décret et leur faisaient payer la somme prévue pour cette désobéissance. Les hommes étaient plus rétifs que les femmes à cheminer toujours sur la droite.

On assista à une infinité de scènes, allant de l'individu qui s'enfuyait à toutes jambes pour échapper à l'amende quand il était surpris en flagrant délit par le policier, à ceux qui contestaient et s'entêtaient à exiger qu'on leur annule la contravention. Le témoignage d'un agent municipal de l'époque rapporte : « L'autre jour j'ai dû appréhender un homme qui s'était engagé dans la rue Larios sur son côté gauche. Il a fait un tel scandale que ça a provoqué un attrouplement, et à la fin il a dû payer l'amende maximum : cinq pesetas. »



Málaga en 1940.

### Contrôle des baigneurs

Ne pas se conformer aux normes était donc sanctionné par des amendes pouvant atteindre cinq pesetas. Le régime ne se contentait pas de surveiller les rues, il sanctionnait aussi ceux qui arboraient à la plage un maillot de bain

jugé indécent. Les bords de mer furent soumis à une surveillance totale. En juin 1940, le gouverneur civil de la province, José Luis de Arrese, ordonna aux maires des municipalités côtières de veiller à l'accomplissement du respect de la morale et à la conduite que devaient suivre les baigneurs et baigneuses. Ainsi hommes et femmes devaient se trouver dans des zones distinctes de la plage. On interdit également aux femmes d'utiliser des maillots de bains masculins. Pour les hommes on ne permettait pas le port d'un maillot ne recouvrant pas le haut du corps. Un autre point de la décision gouvernementale interdisait de sortir de la zone de baignade en maillot de bain ou en peignoir. Interdiction aussi pour bronzer de porter un maillot plus petit que celui employé pour se baigner.

Les maires avaient le pouvoir de fixer le montant des amendes qui pouvaient aller de 10 à 500 pesetas pour les baigneurs/baigneuses qui ne respectaient pas les normes. En plus d'avoir à payer ces contraventions, leur nom était publié dans la presse afin que tout le monde en soit informé.

Le franquisme put compter sur l'aide de l'Église officielle pour les questions relatives à la morale. Il s'agissait de contrôler aussi bien la vie publique que privée de la population. Les Malaguènes indociles savaient à quoi s'attendre : payer l'amende et être désignés par le doigt inflexible de la censure.

Ángel Escalera

# Émanciper le travail



**Marie-Claire Calmus**

DANS CE LIVRE D'ENTRETIENS avec Patrick Zech, Bernard Friot reprend les idées clefs de ses livres précédents, notamment *L'Enjeu des retraites* et *L'Enjeu du salaire*, les objections et demandes de précisions de son interlocuteur l'obligeant parfois à des redites mais ayant l'avantage de clarifier les thèmes en aplanissant les éventuelles difficultés techniques de la matière... et de pourchasser les restes de pensée consensuelle. La contradiction liée à celles-ci est un formidable stimulant à l'exigence intellectuelle et à la pugnacité militante.

Cinq entretiens donc, après l'introduction intitulée « Vaincre »

## Le travail

À contresens des idéologies prônant la fin du travail, l'économiste recentre ses propositions, voire son programme, sur celui-ci, non seulement comme production de valeur mais comme instrument de reconnaissance sociale. « Le travail désigne toute activité dont le résultat bénéficie d'une reconnaissance sociale qui lui donne valeur économique. »

À Patrick Zech qui objecte qu'un salaire à vie dissuaderait certains de travailler, Bernard

Friot, renversant totalement la perspective comme il le fait souvent, rétorque que le désamour à l'égard du travail vient de ce que « le système capitaliste en a fait » (3<sup>e</sup> entretien). Le confirme l'attachement montré par les salariés victimes de licenciements à leur activité, leur entreprise, à ce qui continue à être l'essentiel de leur vie.

## Il faut réinventer une valeur non capitaliste du travail

« Ce qui nous empêche de travailler aujourd'hui, c'est la pratique capitaliste de la valeur. Je pense à ceux et à celles qui ne peuvent pas donner leur mesure parce qu'ils se heurtent au marché du travail, parce qu'ils savent qu'ils font du sale boulot pour mettre en valeur le capital de l'actionnaire, parce qu'ils vont en traînant les pieds faire un travail qui leur plaît mais que le management capitaliste pourrit. » (2<sup>e</sup> entretien : « La cotisation salaire, un trésor impensé », p.91)

« La valeur n'est pas un invariant, donc le travail non plus contrairement à ce que la bourgeoisie veut nous faire croire. C'est l'objet de la lutte de classes, et quand la classe ouvrière a existé comme classe révolutionnaire elle a réussi à imposer les prémices d'une

autre pratique de la valeur à travers l'institution du salaire à vie des fonctionnaires et des retraités, et de la cotisation salaire qui reconnaît une production de valeur sans capital ni marché du travail [...] Ce n'est donc pas ce que font les retraités, leur travail concret, le contenu de leurs activités qui décide s'il y a travail ou non : c'est la validation sociale de cette activité et des valeurs d'usage qu'elle produit. » (2<sup>e</sup> entretien, p.46)

Toute valeur économique ne signifie pas utilité sociale. Et la multiplication de marchandises, de valeurs d'usage inutiles et même nuisibles (voir l'affaire du Mediator) peut coïncider avec un fort rendement économique.

Il revient sur une distinction fondamentale, celle entre travail et emploi, n'hésitant pas, selon la même subversion de la propagande à travers l'usage du langage (« je mène la guerre des mots » dit-il en repensant les notions de solidarité, de justice sociale, etc.) à faire de l'emploi, de ce que ce mot génère idéologiquement, le synonyme de... chômage : « C'est parce qu'il y a de l'emploi qu'il y a du chômage. »

En effet c'est bien cette obsession libérale de l'employabilité qui détricote tout ce que les travailleurs avaient acquis après 1945. Les droits du travail, attaqués de toutes parts, tendant à disparaître au nom de ce critère totalitaire de l'employabilité. Tout travailleur s'il n'a pas d'emploi est donc... suspect d'inemployabilité et figé dans cette impuissance, cette néantisation.

## Le salaire

Bernard Friot revient sur ce qui est plus qu'une thèse maîtresse, un projet de société : remplacer le salaire lié actuellement à l'emploi par une cotisation à vie.

Il expose précisément le financement national que cela suppose. Cette cotisation dont vivraient les travailleurs représenterait 60 % du PIB.

30 % du reste iraient à l'investissement et les derniers 10 %, sous forme de cotisation générale, alimenteraient la gratuité dans certains secteurs.

Cette cotisation salaire liée à la qualification de chacun et versée à vie, quels que soient les métiers exercés durant celle-ci, déconnecterait le salaire du pouvoir d'achat, et la cotisation de la couverture des besoins.

« Il y a une profonde et malheureuse parenté entre la lecture du salaire direct comme pouvoir d'achat et celle de la cotisation comme couverture des besoins. » (2<sup>e</sup> entretien, p.46)

Ce système s'appuiera sur une coordination horizontale (cf. le troisième entretien : « Généraliser la pratique salariale de la valeur », p. 89)

1. Le marché sera conservé avec la production marchande mais non capitaliste.

2. Il y aura des collectifs de copropriétaires d'usage des entreprises et des services publics. Les « parties prenantes » : à côté des professionnels, des représentants des pouvoirs publics, des fournisseurs, des clients, des usagers.

3. Faisant partie de cette dynamique les conflits seront mis sur la table entre « institutions égales, indépendantes et opposées quant à leurs intérêts ».

4. Le rôle de l'État est indispensable selon Bernard Friot, non seulement au plan législatif mais également pour la coordination des activités économiques.

Défenseur de ce programme, qui s'appuierait sur un réseau international à construire, l'économiste écarte tous les combats inutiles, autant de « voies d'évitement » selon lui.

Il ne s'agit pas pour la classe salariale de vouloir redistribuer les revenus, mieux répartir la valeur, le travail, les richesses, de lutter (en vain, comme nous le montrent les luttes récentes, si respectables et admirables soient-elles, contre les délocalisations : « Depuis quarante ans les salariés constatent qu'il est impossible de s'opposer à la disparition d'une entreprise dès lors que la valorisation du capital sera supérieure ailleurs » (3<sup>e</sup> entretien p.101); mais de devenir classe dirigeante à son tour et de se réappropriar la production. La classe ouvrière doit se construire « contre la maîtrise de la valeur économique par la classe dirigeante et devenir, elle, maîtresse de cette valeur et classe dirigeante à son tour ». (2<sup>e</sup> entretien p. 64)

C'est-à-dire de prendre le pouvoir car, comme le rappelle Friot, la bourgeoisie ne se contente pas de s'enrichir, elle s'est assurée la maîtrise de l'économie. Donc le pouvoir politique.

Ce livre nous ouvre des horizons, fouillant dans les interstices les plus ambigus et donc les moins contestés du système actuel; par exemple décelant dans la « solidarité » si souvent invoquée un retour de la charité publique en place de révolution.

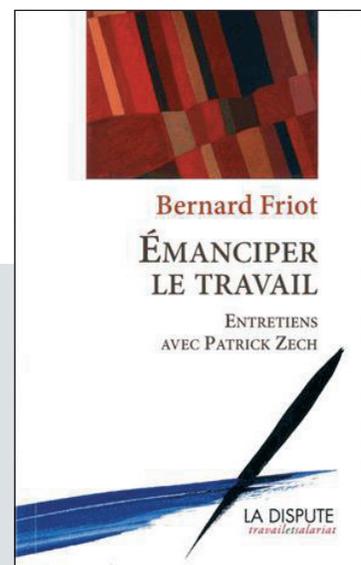
Comme il le rappelle le problème de la pauvreté, des injustices salariales, ne peut se résoudre qu'en amont, par la révolution précisée.

## La nouvelle citoyenneté

Ce changement entraînera une nouvelle citoyenneté : « Avec la cotisation, c'est en tant que producteurs que nous serons citoyens. La citoyenneté articulera étroitement la production des biens marchands et celle des services publics puisqu'elles relèveront d'un même financement et seront le fait de personnes payées par les mêmes caisses. »

« La politique est en tension avec l'économie [...] Tant le travail que nos démocraties connaîtront une formidable émancipation lorsque la dimension économique de la citoyenneté reposera non plus sur l'affectation par chacun d'une partie de ses revenus au bien commun, mais sur sa coresponsabilité dans la production de la valeur économique grâce au "statut politique du producteur", pour reprendre le beau titre du manifeste du Réseau salariat. »

La fin de l'inégalité sociale, de la soumission des uns à la domination des autres, de la compétition – de ses désespérances et de ses ravages – voilà ce que nous propose ce militant révolutionnaire de l'économie. **M.-C. C**



Bernard Friot, Émanciper le travail, Éditions de la Dispute, collection Travail et Salarial, 2014, 10 euros.

# Une webtélé libertaire

## Une initiative à développer

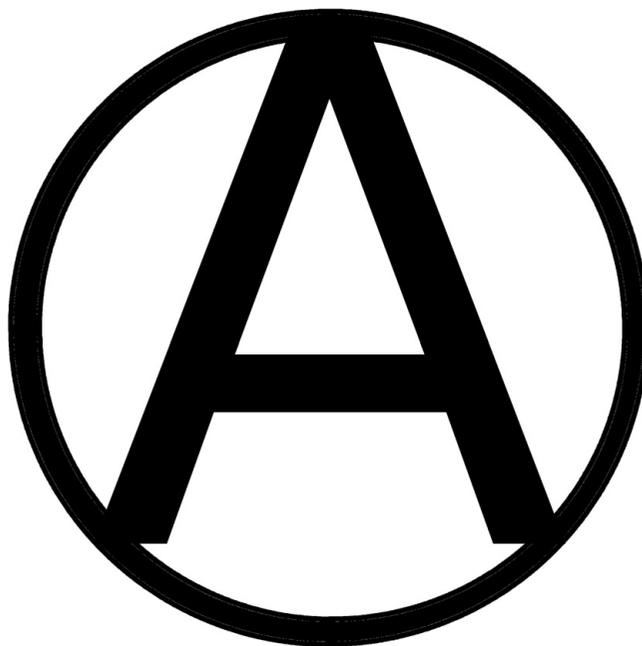
À PARTIR DE COMPÉTENCES et d'une audience croissante, un nouveau projet de communication culturelle libertaire se développe: Libertaire.tv. S'inscrivant pleinement dans une perspective autogestionnaire de diffusion de contenus libertaires, une équipe qui ne demande qu'à s'élargir envisage de prendre sa place dans l'univers de la webtélé. Thierry le Roy nous raconte Libertaire.tv.

Ayant travaillé comme consultant en entreprise et dans l'univers de la communication, Thierry le Roy est l'un des protagonistes de Libertaire.tv.

**Thierry le Roy:** En juillet 2014, nous sommes deux à partager l'idée d'un nouveau projet, forts d'une expérience que nous menons depuis quatre ans sur une webtélé qui rencontre un succès assez important: Telesudest.com. On a créé TV sud-est dans l'esprit de créer une webtélé disons de gauche, du Front de gauche jusqu'aux anarchistes. On est porté par un certain succès dû aussi à des entretiens avec Besancenot, Mélenchon, qui nous amènent aussi leurs publics. Puis on fait quatre études, une par an. Nous demandons qui sont nos internautes, qu'est-ce qu'ils viennent chercher, leurs centres d'intérêt sur le Net... Et là on s'aperçoit qu'il y a tout un public qui recherche aujourd'hui clairement de l'image de type télévision, mais sans être tributaire des horaires, et qui recherche des contenus assez spécifiques et marqués. Par exemple, on a filmé régulièrement des images aux contenus libertaires durant ces quatre années, et clairement les gens nous ont dit que c'est ça qu'ils venaient chercher chez nous. Notre record de vues en une journée, c'est 101 500 vues, 20 000 à 30 000 par jour. »

**Le Monde libertaire:** Mais pourquoi inventer un autre outil alors que TV sud-est marche déjà si bien ?

**Thierry le Roy:** Finalement, il existe dans le monde libertaire deux choses que les libertaires savent assez bien faire, c'est l'écrit prioritairement (livres, journaux, blogs...), puis la radio. Pour ce qui est de la vidéo, c'est un peu éparpillé, il y a des choses faites ici ou là, avec la CNT, la webtélé de Dax, ou d'autres à Toulouse, Nantes... et d'autres encore qui mettent du contenu vidéo dans et autour du spectre libertaire. Ce qui est décevant, c'est le peu de réactivité des télévisions libertaires en France à qui nous avons proposé de se regrouper, de mutualiser les produits vidéo que nous faisons.



**Le Monde libertaire:** Donc, l'objectif, c'est la création d'une webtélé autogérée, «libertaire», parce que c'est notre environnement. Ce serait un média alternatif qui se ferait avec des libertaires «organisés» ou non. Globalement la démarche s'inscrit dans ce que l'on appelle les médias citoyens en France, qui se nourrissent de suivi de situations locales, de conférences, de comptes rendus de manifestations...

**Thierry le Roy:** Et nous sommes très regardés à l'étranger: Etats Unis, Angleterre, Allemagne, pays francophones, Afrique du Nord, Asie. Du coup, cela va nous contraindre à trouver des correspondants ailleurs qu'en France. C'est aussi l'idée à terme. Donc, nous considérons qu'il faut répondre à ces demandes. Donc oui, nous resserrons notre public en privilégiant les contenus de type libertaire, on nous le reproche aussi, mais est-ce que l'idée du toujours plus d'audience au détriment du fond est la bonne idée ?

**Le Monde libertaire:** Où en êtes-vous du développement du projet ?

**Thierry le Roy:** Libertaire.tv devra aller sur une structure juridique après la convocation d'une AG, dans laquelle des individus – que je souhaite représentant le mieux possible les grandes tendances du mouvement libertaire – et les organisations du mouvement libertaire puissent se sentir partenaires ou au moins dans une dynamique de soutien. Nous

souhaitons de leur part un regard de bienveillance, voire même que ces groupements nous donnent du contenu en permettant de filmer ici ou là des manifestations, des rencontres, etc. Il nous faut construire une équipe technique resserrée pour gérer le site, les serveurs, la partie technique de l'administration numérique et pour gérer l'association. Nous sommes déjà cinq. Ensuite, il nous faut une équipe élargie, qui va travailler sur les contenus. Il faudra en effet valider ce qui nous sera proposé, commenter de petits textes pour présenter les vidéos... Et puis, il faudra une équipe plus étoffée en plus des quatorze personnes qui se sont engagées comme correspondants en régions et à Paris. Nous sommes en train de former une personne au montage, et il nous faudra donc des personnes capables de filmer dans leur région. Nous mettons en place des formations techniques. Nous avons besoin surtout de gens, et de structures qui s'engagent à faire des échanges avec nous. Du point de vue financier, pour l'instant ce n'est pas le problème. Notre problème, c'est surtout d'avoir les moyens d'offrir une offre en contenus assez large. Il y a aujourd'hui des journaux qui ne se déplacent même plus sur des événements, les webtélés sont parfois seules à se déplacer. Ce projet autogéré – forcément – sera d'autant plus facile à porter que nous serons nombreux à le faire vivre.

Propos recueillis par Daniel  
Groupe Gard-Vaucluse de la FA

## RADIO LIBERTAIRE

### Jeudi 30 octobre

10:00 > 12:00 **Chronique hebdo.** Invité Jean-Paul Liégeois pour *Georges Brassens, journal et autres carnets inédits*, édité au Cherche-Midi dans la collection Brassens d'abord.

15:30 > 16:30 **Bibliomanie.** Invité : Benoît Duteurtre pour *l'Ordinateur du paradis*, paru aux éditions Gallimard.

### Vendredi 31 octobre

14:30 > 16:00 **Les oreilles libres.** Sur le compositeur Jean-Jacques Palix.

### Samedi 1<sup>er</sup> novembre

23:00 > 01:00 **Nuit off.** Série de 3 émissions sur le thème de la censure. 3<sup>e</sup> partie.

### Lundi 3 novembre

16:00 > 18:00 **Trous Noirs.** Patrick Herman, dans *Dystopia* (à paraître), dénonce le « 1984 » de l'agriculture industrielle.

### Mardi 4 novembre

18:00 > 19:30 **Idéaux et débats.** Son domaine c'était les nuages... avec Olivier Rolin pour *Le Météorologue*, paru aux éditions du Seuil.

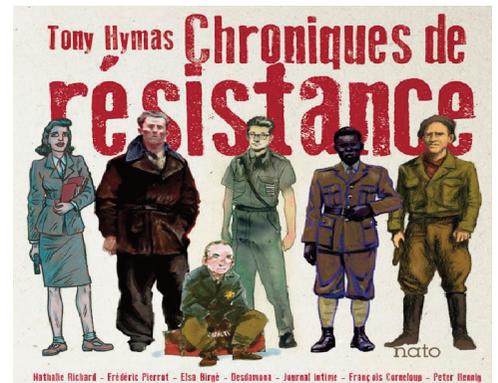
### Mercredi 5 novembre

20:30 > 22:30 **Ras les murs.** Tous les mercredis de 20h30 à 22h30 (depuis 1989!), l'émission Ras les Murs combat pour l'abolition de la prison.

# Tony Hymas : Chroniques de résistance

IL EST DIFFICILE de classer Tony Hymas tant il aborde la musique classique comme Debussy ou qu'il rejoint les clarinettes Alan Hacker, Michel Portal, Denis Colin ou encore le poly-instrumentiste Bernard Lubat dans le monde du jazz. Compositeur et pianiste, il a joué aussi avec Franck Sinatra, Jeff Beck et Evan Parker. Nous lui connaissons aussi l'hommage musical à 12 chefs amérindiens ou la composition dédiée à Gustave Courbet et la Commune de Paris intitulée *De l'origine du monde* (2000). Sa trajectoire l'amène donc vers l'histoire populaire. *Chroniques de résistance* est une suite de 27 fragments dédiée aux résistants du passé, du présent et du futur. L'album est sorti en août 2014, issu de multiples rencontres prenant racine en 1940 puis explorant divers événements tragiques ou poétiques, forts de détermination et de projection vers notre monde actuel.

« Musique, textes et chansons se mêlent pour nous raconter par la poésie de René Char, celle de Robert Desnos ou d'Armand Gatti, par les paroles de Sylvain Girault ou Serge Utgé-Royo, les intentions de John Holloway, Barney Bush ou David Miller, autant d'épisodes souvent oubliés ou écartés du grand roman national : la présence des étrangers dans les maquis ou les armées de la France Libre, grands oubliés de la victoire à laquelle ils ont pourtant tant contribué et parmi eux, cette présence capitale de milliers d'Espagnols qui continuaient une guerre contre le fascisme, commencée plus tôt chez eux, tel Francisco Vidal Ponzán et son extraordinaire réseau ou encore ces autres Espagnols de la Nueve qui entrèrent dans Paris le 24 août 1944, le maquis limousin de ce résistant hors normes que fut Georges Guingouin, l'action déterminante des femmes Marianne Cohn,



Germaine Tillon, Suzy Chevet, Olga Bancic. »

La bande de musiciens qui l'accompagne, c'est Journal Intime avec le saxophoniste basse Fred Gastard, le tromboniste Matthias Mahler et le trompettiste Sylvain Bardiau, le saxophoniste baryton François Corneloup, le batteur Peter Hennig. Et la rencontre avec la chanteuse Elsa Birgé, la slammeuse Desdamona et les acteurs Nathalie Richard et Frédéric Pierrot rendent l'interprétation parfois poignante de ces récits de résistants et de résistantes.

Les illustrateurs et illustratrices, Jeanne Puchol, Sylvie Fontaine, Vincent Bailly, Vaccaro, Daniel Cacouault, Stéphane Levallois ont rejoint la troupe à Treignac en Corrèze, pour prolonger le projet dans le livret de 148 pages, aux Éditions musicales nato. Merci à Jean Rochard d'avoir produit artisanalement ce coffret. En vente à Publico.

Garder les yeux ouverts lorsque tout devient sombre...

Hélène

Groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste

## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# AGENDA

## Jeudi 30 octobre

### Toulouse (31)

19 heures. Non, le masculin ne l'emporte pas sur le féminin! Rencontre avec Éliane Viennot autour de son livre. 18, rue Gambetta.

## Vendredi 31 octobre

### Paris XI<sup>e</sup>

19h30. Soirée vidéo et discussion. Projection du documentaire *Copier n'est pas voler*. Réalisé par l'association Coagul, il s'attache à démontrer que le partage à l'ère du numérique participe à l'enrichissement culturel de chacun. Tout au long du documentaire, différentes personnalités se succèdent pour partager leurs opinions sur le partage, la copie, le droit d'auteur ou encore les licences libres... Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

### Montreuil (93)

20 heures. *Tu me manques*. L'histoire de l'exil espagnol en France. Une épopée émouvante en enfer dans laquelle l'humour, l'espoir et le rêve sauvent des pires situations. Par Irma Helou, auteure, comédienne et conteuse. 15, rue Lavoisier.

## Samedi 1<sup>er</sup> novembre

### Paris XI<sup>e</sup>

16 heures. Première séance du cycle «Autodéfense intellectuelle face aux discours politiques et médiatiques». 10, rue Robert-Planquette.

### Lille (59)

16 heures. «Tout est permis rien n'est possible». La logique libérale-libertaire, concept théorisé pour la première fois par Michel Clouscard en 1972, conjugue libéralisme économique et libertarisme sociétal. 10, rue d'Arras.

## Lundi 3 novembre

### Toulouse (31)

20h30. Comment résister à la démolition du Code du Travail. Rencontre avec Gérard Filoche. 1, Allée Marc Saint Saëns.

## Mardi 4 novembre

### Angers (49)

19 heures. L'anarchie ou la peur du noir. Avec la participation de Besnoit Rey, écrivain libertaire. 12, Place Mendès-France.

### Bordeaux (33)

19h30. Communication non violente. Pour être en communication il faut savoir s'entendre et s'écouter de façon sereine! 18, rue Camille Sauvageau.

## Mercredi 5 novembre

### Paris XI<sup>e</sup>

13 heures. 5<sup>e</sup> Salon de la pédagogie Freinet organisé par l'Icem. 94, rue Jean-Pierre Timbaud.

## Jeudi 6 novembre

### Rennes (35)

20 heures. Pourquoi et comment être révolutionnaire aujourd'hui? À la Maison de quartier de Villejean. 2, rue de Bourgogne.

## Vendredi 14 novembre

### Paris XI<sup>e</sup>

19 heures. Rencontre et débat avec Gaetano Manfredonia pour l'ouvrage *Histoire mondiale de l'anarchie* (Éditions Textuel et Arte). De la Russie au Japon en passant par l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Argentine, Israël ou l'Égypte et bien d'autres pays encore, Gaetano Manfredonia présente ici une fresque de l'anarchie en une centaine de séquences, de 1789 à nos jours.

## Les 17 et 18 novembre

### Paris XX<sup>e</sup>

20 heures. Sergé Utgé-Royo invite des artistes à le rejoindre. Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières.

## Les 22 et 23 novembre

### Lyon (69)

4<sup>e</sup> Salon des éditions libertaires. Le Centre de documentation libertaire, la librairie libertaire La Gryffe et les Amis de La Gryffe. 0478610225 (du lundi au samedi de 14 heures à 19 heures). 5, rue Sébastien-Gryffe. [salonzedlib@lagryffe.net](mailto:salonzedlib@lagryffe.net)



**POURQUOI  
COMMENT  
ETRE  
REVOLUTIONNAIRE  
AUJOURD'HUI ?**



**FORUM & DEBAT**

**MAISON DE QUARTIER DE VILLEJEAN  
JEUDI 6 NOVEMBRE à 20h**